



#128

focus

L'actualité incontournable des Normes internationales



AGIR

pour le climat



6

#128



20

ISO focus

Mai-juin 2018

ISOfocus Mai-juin 2018 – ISSN 2226-1109

ISOfocus, le magazine de l'Organisation internationale de normalisation, paraît six fois par an. Vous trouverez des compléments d'infos sur notre site Web à l'adresse iso.org/isofocus ou en nous suivant sur :



Chef, Communication | Katie Bird

Rédactrice en chef | Elizabeth Gasiorowski-Denis

Auteurs | Maria Lazarte, Barnaby Lewis, Clare Naden, Sandrine Tranchard

Contributeur | Rick Gould

Éditrice et Lectrice d'épreuves | Vivienne Rojas

Graphistes | Xela Damond, Pierre Granier, Alexane Rosa

Traductrice | Alexandra Florent

Abonnements et anciens numéros

Si vous aimez ISOfocus, vous pouvez télécharger gratuitement le fichier pdf ou vous abonner sur notre site Web à iso.org/isofocus pour recevoir le magazine sur papier. Vous pouvez également contacter notre service à la clientèle à l'adresse customerservice@iso.org

Contributions

Vous pouvez participer à la création de ce magazine : si vous pensez que votre contribution pourrait apporter un plus à l'une ou l'autre de nos rubriques, n'hésitez pas à nous contacter à isofocus@iso.org.

Les articles publiés représentent le point de vue de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celui de l'ISO ou de l'un de ses membres.

© ISO 2018

Publié en Suisse. Tous droits réservés.

Les articles du présent magazine peuvent être reproduits à des fins non commerciales seulement et ne doivent pas être modifiés. Les références doivent être correctement indiquées et la source ISO dûment citée. L'ISO peut révoquer cette autorisation à son entière discrétion. Pour toute demande de renseignements, veuillez vous adresser à copyright@iso.org.



46



14



38



26



36-37 L'ANSI fête son 100^e anniversaire International Gender Champions Un expert en normalisation au palmarès Forbes des moins de 30 ans Célébration de l'excellence en Malaisie

- 2** Il est temps d'agir
L'Édito de Thomas Idermark.
- 4** #ISO45001 – Nous avons répondu en direct à vos questions !
Un lancement en beauté pour notre norme sur la S&ST.
- 6** Le programme mondial pour le climat
Pourquoi les normes ISO soutiennent les efforts internationaux.
- 14** Pour des règles du jeu équitables
Climat : des normes pour une base de discussion commune.
- 20** Construire des normes pour le futur que nous voulons
Ou comment se préparer à relever le défi climatique.
- 26** L'envol d'EcoServices vers un ciel respectueux de l'environnement
Un passage au vert payant.
- 30** Mettre un frein aux changements climatiques
En quoi les normes ISO sont synonymes de clarté et de cohérence.
- 32** Thaïlande : des mesures d'incitation pour un avenir sobre en carbone
Un étiquetage couronné de succès.
- 38** Le secret pour libérer le potentiel de la finance verte
Investir dans l'avenir de notre climat.
- 46** Les gros pollueurs prennent position
Quand les industriels relèvent le défi.



Ce magazine est imprimé sur du papier certifié FSC®.



Il est temps d'agir



Photo: SIS

Thomas Idermark, Directeur général, Swedish Standards Institute (SIS).

Plus de place au doute aujourd'hui ! Voilà longtemps que les questions du climat, de l'influence humaine sur le réchauffement de la planète et des implications potentielles font l'objet d'âpres controverses. Divers intérêts puissants dans des secteurs qui ont beaucoup à perdre dans ce domaine ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour discréditer, voire pour entraver, les initiatives en faveur du climat. On l'a même vu au plus haut niveau politique dans certains pays.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les recherches approfondies menées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et de nombreuses autres organisations ont montré de façon concluante que le changement climatique anthropique est une question très grave pour l'humanité. Les conséquences du changement climatique sont maintenant elles aussi reconnues comme les principales menaces perçues pour l'avenir. Or, les deux choses sont également souvent inextricablement liées. Serait-il sérieux aujourd'hui d'affirmer que la question du climat n'est pas d'une importance décisive pour le développement de nos pays et de nos sociétés ? Et il faut dire que tout s'est accéléré ces derniers temps. L'Accord de Paris sur le climat existe bel et bien et n'est plus un sujet de controverses, aussi discutables qu'en soient les conclusions.

La situation est redoutable, mais tout espoir n'est pas exclu. Les entreprises et les pays axent actuellement leurs efforts sur les défis qui, s'ils sont correctement abordés, offriront des ouvertures fantastiques pour les nouvelles technologies et les sociétés durables. Mais sans collaboration, rien ne sera possible. Le climat ne connaît pas de frontières, l'ISO non plus.

Le climat ne connaît pas de frontières, l'ISO non plus.

Et il est très important que, dans les différents comités concernés, l'on ne se contente pas de poursuivre tout bonnement le travail effectué pour identifier les meilleures pratiques, mais que l'on amplifie les efforts, à plus grande échelle.

La norme ISO 14080 sur la gestion des gaz à effet de serre, qui est conçue comme un cadre de référence pour tous les types d'organisations qui élaborent et établissent des méthodes pour analyser les besoins et mettre en œuvre des mesures en faveur du climat, en offre un exemple. Elle est destinée à soutenir les parties prenantes dans l'application de leurs propres programmes, mais surtout à appuyer d'autres cadres officiels tels que l'Accord de Paris et les objectifs climatiques de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Les sujets dont elle traite sont nombreux : empreinte carbone des produits, méthodologies applicables aux mesures en faveur du climat, exigences et conseils donnés aux entreprises et organisations pour la planification de l'adaptation, etc. Et nous pouvons nous attendre à ce que beaucoup d'autres initiatives dans ce domaine voient le jour.

Un élément de bon augure à ce sujet : l'accélération constante du rythme avec lequel la recherche, l'innovation et l'investissement commencent à s'attaquer aux problèmes climatiques. Dans mon propre pays, la Suède, le consensus national sur la question du climat est acquis depuis longtemps. Voilà bien des années que la Suède s'attèle à mettre en place une société durable à long terme. Le 1^{er} janvier 2018, une loi sur le climat est entrée en vigueur obligeant chaque gouvernement successif à poursuivre une politique climatique fondée sur les objectifs climatiques du pays.

La Suède s'est fixé pour objectif l'élimination complète des émissions nettes de gaz à effet de serre dans l'atmosphère d'ici 2045, pour ensuite parvenir à des « émissions négatives ». En Suède, dans les secteurs qui seront inclus dans la réglementation de l'UE en matière de partage des efforts, comparativement aux chiffres comptabilisés en 1990, les émissions devront être réduites de 63 % au moins d'ici 2030 et de 75 % au moins d'ici 2040. La Suède a déjà éliminé pratiquement tous les systèmes de chauffage fonctionnant aux produits fossiles.

La transition vers des sources d'énergie renouvelable est activement soutenue et notre industrie investit massivement pour atteindre la neutralité climatique. Dans mon exploitation forestière, j'utilise des panneaux solaires pour produire de l'électricité. J'ai aussi un système de chauffage géothermique et j'emploie des biocarburants. L'autosuffisance procure une satisfaction extraordinaire et je suis intimement convaincu que nous pouvons tous y parvenir. Le grand défi pour nous en Suède, comme dans la plupart des autres pays, se situe au niveau du secteur des transports. Une révolution est déjà en cours dans ce domaine, et jamais plus je ne m'achèterai une voiture à combustible fossile !

L'ISO a une occasion fantastique de démontrer l'intérêt d'établir des accords internationaux universels dans le domaine climatique. Engagement et volonté de changement vont de pair. C'est précisément ce qu'il nous faut le plus en ce moment. Nous devons donc tous nous mobiliser encore plus activement en proposant des solutions universelles efficaces. Ceux qui sont déjà à la pointe dans ce domaine seront les moteurs de la recherche et de l'innovation, et les mieux placés pour le commerce et les exportations. La question du climat n'est pas seulement une menace. Elle fait partie intégrante des solutions qu'il faut établir pour créer des sociétés durables. Tel est l'avenir... qui voudrait s'en exclure ? ■

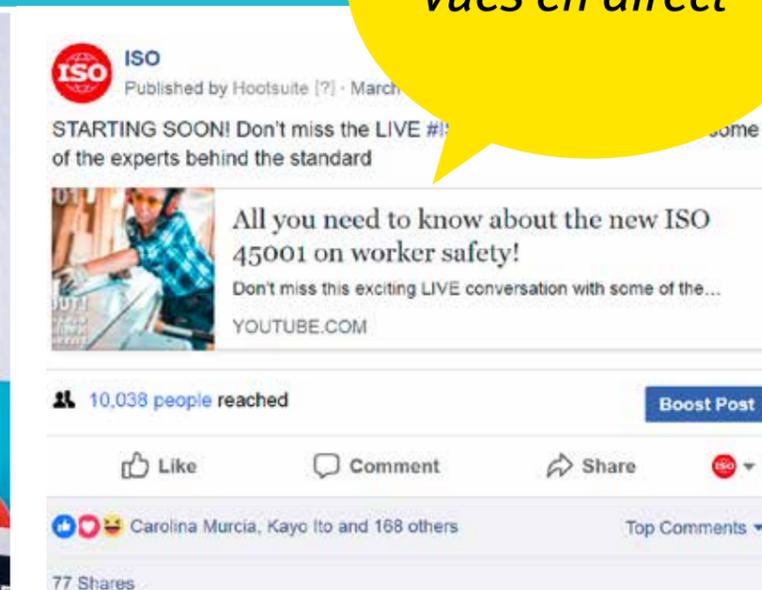
#ISO45001

Nous avons répondu en direct à vos questions!

Durée totale:
47 minutes

47 commentaires
en direct

Plus de **340**
vues en direct



Nous ne pouvions lancer la toute première Norme internationale sur la santé et la sécurité au travail (S&ST) sans une campagne sur les médias sociaux. Cette campagne mondiale d'une semaine a permis de présenter des articles, des infographies et des vidéos ainsi qu'un microsite complet consacré à cette nouvelle norme : <https://spotlight.iso.org/iso45001>.

Notre campagne a été marquée par un débat très attendu « en direct » avec quatre experts qui ont participé à l'élaboration d'ISO 45001 :

- **David Smith**, Président de l'ISO/PC 283¹⁾
- **Charles Corrie**, Secrétaire de l'ISO/PC 283
- **Jan Toft Rasmussen**, expert de la S&ST d'une organisation syndicale
- **Richard Jones**, consultant en santé et sécurité

Ce débat a offert aux personnes du monde entier une occasion unique de poser des questions sur la norme, en direct, via YouTube.

1) L'ISO/PC 283, *Systèmes de management de la santé et de la sécurité au travail*, est le comité de projet chargé de l'élaboration d'ISO 45001.

Vous avez manqué cet événement ? Ne vous inquiétez pas ! Si vous souhaitez en apprendre davantage sur ISO 45001, vous pouvez désormais voir ou revoir le débat dans son intégralité.



De tels plans globaux sont absolument nécessaires et les Normes internationales font partie intégrante de la solution.

Le programme *mondial pour* *le climat*

par Sandrine Tranchard

Depuis le premier Sommet de la Terre en 1972, jusqu'à l'Accord de Paris en 2015, il est clair que les efforts de lutte contre le changement climatique en réduisant le réchauffement planétaire doivent être accélérés et renforcés pour être suivis d'effets. L'ISO est dans une position unique pour rassembler tous les acteurs et établir des normes qui fourniront un cadre pour des solutions durables.

Dès le Sommet de la Terre des Nations Unies, tenu à Stockholm en 1972, des scientifiques, des gouvernements et des organisations du monde entier ont mis en lumière des menaces critiques exercées sur les seuils de durabilité environnementale. Des initiatives internationales ont suivi, notamment le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, établi en 1986, et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), créé en 1988 pour fournir régulièrement aux décideurs une expertise collective scientifique sur le changement climatique, ses impacts et ses risques, et les options d'adaptation et d'atténuation.

Enclencher le processus

Le processus d'action pour limiter le réchauffement planétaire a débuté de manière formelle dans les années 90 avec la création, en 1994, d'un cadre de lutte contre le réchauffement climatique – la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) – dont les États signataires se rassemblent une fois par an lors d'une Conférence des Parties (COP) pour poursuivre le débat sur le climat. Les sommets de ces COP sont la réunion officielle des Parties, les États signataires de la CCNUCC, où sont évalués les progrès accomplis dans la lutte contre le changement climatique. Dès le milieu des années 90, lors des sessions de la COP, il s'est agi de négocier le Protocole de Kyoto en vue d'établir des obligations juridiquement contraignantes pour que les pays développés réduisent de manière décisive leurs émissions de gaz à effet de serre (GES).

La COP21, en décembre 2015, a conduit à la signature de l'Accord de Paris, qui énonce un plan global visant à limiter le réchauffement planétaire à un niveau bien inférieur à 2 °C. De tels plans globaux sont absolument nécessaires et les Normes internationales font partie intégrante de la solution. Nick Blyth, Vice-président du Groupe d'étude du Comité sur la coordination du changement climatique du Bureau de gestion technique de l'ISO (ISO/TMB/CCCC TF), souligne l'importance des Normes internationales et le potentiel des États membres et des décideurs pour appuyer le cadre d'action dans le domaine du changement climatique.

Il précise : « Tous les pays du monde ont signé l'Accord de Paris, qui implique des engagements pour les gouvernements, mais reflète également une dynamique d'action sans précédent de la part des villes, des entreprises et des communautés (les acteurs dits « non étatiques »). Pour ces acteurs et pour leurs gouvernements, les Normes internationales ont un rôle unique à jouer. Elles sont un moyen d'établir des bases de référence, des cadres et des outils efficaces, tous développés par voie de consensus international et capables de soutenir le déploiement de nouvelles technologies, la création de marchés et la transformation économique. »

Démultiplier nos forces

Le rôle des normes ISO dans l'histoire des changements climatiques a également évolué. L'année 1996 a marqué une première étape, avec la publication de la norme ISO 14001 sur le management environnemental. Les membres de l'ISO et les comités techniques s'attachent maintenant à aborder les aspects « changement climatique » de leurs domaines de normalisation respectifs. Comme l'explique José Luis Hernández, Secrétaire de l'ISO/TMB/CCCC TF, « certains comités ont même créé un groupe de



L'ISO a produit plus de 600 normes ayant trait à l'environnement.

travail chargé de repérer ces aspects de manière à les traiter. Une autre grande tendance consiste à se focaliser sur l'adaptation au changement climatique, alors que jusque-là, les normes ISO dans ce domaine étaient principalement axées sur les possibilités d'atténuation ».

Les méthodes de surveillance, quantification et déclaration des émissions de gaz à effet de serre (GES), de même que la promotion de bonnes pratiques de management et de conception pour l'environnement sont au nombre des réponses apportées par les Normes internationales ISO pour aider les organisations à lutter contre le changement climatique. L'ISO a produit plus de 600 normes ayant trait à l'environnement, dont certaines qui contribuent à l'ouverture de marchés mondiaux pour les énergies propres et les technologies économes en énergie, et qui soutiennent les programmes pour l'adaptation aux changements climatiques et leur atténuation.

M. Blyth fait valoir que des normes ISO sont prêtes dans le domaine de l'atténuation des changements climatiques. Elles offrent des approches crédibles reconnues pour la mesure et l'établissement des émissions de GES ainsi que des systèmes de management destinés à aider les organisations à planifier et à prendre des mesures efficaces. Il poursuit : « Pour soutenir encore davantage les acteurs dans la lutte contre les effets du climat, les travaux avancent sur une nouvelle norme établissant un cadre pour l'adaptation aux changements climatiques, et des activités sont en cours sur l'évaluation de la vulnérabilité et des risques et sur un cadre relatif aux mesures en faveur du climat.



La Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP23) tenue en novembre 2017 à Bonn, Allemagne.

Ces nouvelles normes
permettront d'améliorer
l'efficacité des programmes
climatiques.

« Le champ d'action ne se limite toutefois pas à ces normes spécifiques fondamentales. Une vaste gamme de normes plus conventionnelles est en cours d'élaboration et, avec de nouvelles préconisations, ces normes pourront, elles aussi, contribuer à l'adaptation climatique et la réduction du carbone. »

La solution des normes

L'ISO s'active également à l'élaboration de nouvelles normes-cadres internationales pour aider les acteurs du public et du privé à atteindre des objectifs climatiques alignés sur l'Accord de Paris. Comme le fait valoir M. Hernández, « ces normes visent à établir un cadre et des principes pour des méthodologies relatives aux mesures en faveur du climat, à l'adaptation au changement climatique, et à l'évaluation et au rapportage des investissements ainsi qu'aux activités de financement au regard du changement climatique ».

Ces nouvelles normes serviront d'outil efficace et transparent pour la communication des résultats et l'allocation des ressources pour répondre aux objectifs climatiques des organisations et des

gouvernements, afin de parvenir à une société à faibles émissions de carbone et résiliente aux changements du climat, et d'améliorer l'efficacité des programmes climatiques.

En marge de la COP23, l'ISO a organisé une manifestation où elle a présenté ses normes dans le domaine du changement climatique. Comme le relève M. Hernández : « Nous avons eu l'occasion de montrer une partie du travail que fait l'ISO sur des sujets tels que l'environnement et le management de l'énergie, l'adaptation aux changements climatiques, les activités de financement au regard du changement climatique et les mesures en faveur du climat. Nous avons aussi évoqué le rôle des Normes internationales pour accompagner les acteurs non étatiques dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris. À cet égard, phénomène de plus en plus significatif, on voit que des acteurs non étatiques ou non parties accordent plus d'intérêt et participent davantage à la lutte contre les changements climatiques. »

Creuser les meilleures idées

Marsha Cheddi, active au sein du Secrétariat de la CCNUCC où elle dirige une équipe dans le cadre du Programme Mécanismes de développement durable, souligne l'importance des cadres de quantification, de suivi, de vérification et de rapport pour établir l'avancement des progrès accomplis dans le sens des objectifs climatiques. À ses yeux, les événements organisés en marge des COP permettent de rassembler, pour un partage d'informations et d'expériences, différentes parties prenantes dans le domaine – Parties et non-Parties, entreprises du secteur privé, villes, organisations intergouvernementales, investisseurs et organisations de la société civile. Comme elle le souligne, « une organisation comme l'ISO peut utiliser, par exemple, ce type de manifestation pour donner des explications sur les normes déjà publiées et celles en préparation. Et il n'est pas exclu qu'il en ressorte d'importantes idées quant à la manière d'utiliser les normes actuelles et celles à venir pour aider à lutter contre le changement climatique ».

L'une des principales tâches de la 24^e session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP24), qui aura lieu en décembre 2018 en Pologne, sera d'établir et d'adopter un ensemble de décisions visant à soutenir la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Il est clair que les organisations élaboratrices de normes peuvent apporter une contribution significative. Comme l'indique Mme Cheddi : « À la COP24, les parties sont censées finaliser le « système d'exploitation » de l'Accord de Paris. Le slogan, « viser plus loin, plus vite et tous ensemble », le dit bien : tout le monde doit agir de concert, le secteur public et le secteur privé, les acteurs parties et les acteurs non parties, pour intensifier les mesures en faveur du climat de manière à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

« Une organisation de normalisation telle que l'ISO peut apporter sa contribution de différentes manières : en anticipant les besoins des parties prenantes, en créant de nouvelles normes ou en perfectionnant les normes existantes, et en cherchant comment apporter son concours au processus. Par exemple, en lisant les conclusions de chaque session de négociation, les parties prenantes intéressées peuvent savoir si les Parties ont convenu de lancer des appels à contributions aux acteurs non Parties. Ce type d'apport est essentiel pour soutenir la riposte internationale face au changement climatique. » L'ISO est encouragée à saisir ces occasions, documents à l'appui. ■



Les normes depuis

la Conférence de Stockholm

STOCKHOLM 1972

- Conférence des Nations Unies sur l'environnement

Les États abordent pour la première fois les questions liées à l'environnement à l'échelon mondial

RIO 1992

- Sommet de la Terre

Les États mettent l'accent sur la problématique plus vaste de la relation entre tendances environnementales et développement

Déclaration de Rio + Action 21

Adoption de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)

a conduit à

16 février 2005
Protocole de Kyoto

NASSAU 1994

- COP1

ENVIRONNEMENT
ISO 14001 (management environnemental) – 1996*
+ famille ISO 14000

ÉNERGIE

ISO 50001 (management de l'énergie) – 2011*

PARIS 2015

- COP21

Plan visant à limiter le réchauffement planétaire à moins de 2°C

Accord de Paris

BONN 2017

- COP23

Lancement d'initiatives pour aider les pays à s'adapter aux réalités du changement climatique

MARRAKECH 2016

- COP22

Promesse d'investir USD 100 milliards par an jusqu'en 2020 dans l'aide aux pays en développement

KATOWICE 2018

- COP24

À venir...

FUTURES NORMES

CHANGEMENT CLIMATIQUE

- ISO 14090 (adaptation aux changements climatiques)
- ISO 14091 (évaluation de la vulnérabilité)
- ISO 14092 (planification de l'adaptation pour les collectivités et les gouvernements)

MESURES EN FAVEUR DU CLIMAT

- ISO 14080 (méthodologies pour les mesures en faveur du climat)

FINANCE ET CLIMAT

- ISO 14008 (évaluation monétaire des impacts environnementaux)
- ISO 14030 (obligations vertes)

* Date de publication de la première édition



Pour des règles du jeu équitables

par Barnaby Lewis

L'environnement constitue un sujet de préoccupation majeur, tant pour les producteurs que pour les consommateurs. Il n'est donc pas surprenant que, parallèlement à des questions telles que « Ce produit est-il bon pour moi ? », les acheteurs de biens et de services se demandent maintenant « Quel impact mon achat a-t-il sur la planète ? ». Le présent article étudie comment les Normes internationales peuvent nous aider à comparer ce qui est comparable, s'agissant de l'évaluation des écolabels.

Je me souviens d'un cours d'économie auquel j'assistais il y a quelques années et durant lequel on nous expliquait ce qu'était un produit de base. « Prenez le riz, par exemple. Peu importe le type de champ dans lequel il a été cultivé, qu'il ait ou non été planté à la main ou mécaniquement, qu'il ait poussé dans une rizière en Inde ou une grande exploitation agricole aux États-Unis. Il coûte le même prix partout dans le monde et les personnes qui le consomment n'observent pas de différence au niveau du goût et n'attendent, du reste, aucune caractéristique spécifique. Ce n'est que du riz. » Cette explication me semblait faire sens, jusqu'à ce que je me mette à songer au contenu de mon propre placard de cuisine et aux paquets de riz basmati, de risotto italien et même de riz spécial sushis qui y sont stockés. Les riz ne se valent peut-être pas tous, en fin de compte. S'il faut peut-être s'y connaître en cuisine pour bien maîtriser les spécificités, les différences entre ces riz sont faciles à voir, même au premier coup d'œil. Qu'en est-il des produits dont les différences sont moins faciles à repérer ? Les préoccupations écologiques et éthiques qui créent la demande pour des œufs biologiques ou des produits cultivés localement commencent

à être un argument pour des produits aussi spécifiques que les smartphones, ou aussi génériques que l'acier.

Un vecteur de changement

Il n'a jamais été facile d'articuler les grandes théories et le passage à l'action pour faire changer les choses. En ce qui concerne le réchauffement de la planète, la science du climat étant d'une complexité telle que celle peut servir à occulter les intérêts cachés de professionnels du brouillage, il peut être difficile de trouver le consensus. Heureusement, l'ISO est là, avec pour vocation de trouver la meilleure façon de faire avancer les choses, en amenant les experts à discuter ensemble et à se mettre d'accord.

Les menaces liées au réchauffement planétaire étant de plus en plus reconnues par les scientifiques et le public, les Nations Unies ont établi, en 1992, leur Convention-cadre sur les changements climatiques (CCNUCC). Parallèlement, l'ISO a pris conscience de la nécessité d'élaborer des Normes internationales pour fournir des outils concrets aux pouvoirs publics et aux entreprises qui se soucient sérieusement de leurs impacts.

Il n'a jamais été facile
d'articuler les grandes
théories et le passage
à l'action pour faire
changer les choses.



Le comité technique ISO/TC 207, *Management environnemental*, a été créé un an tout juste après le « Sommet de la Terre » de Rio, événement historique s'il en est. J'ai eu la chance de rencontrer la Présidente du comité, Sheila Leggett, récemment nommée, et le Chef de projet, Thomas Gourdon, chargé de la révision de l'une des normes fondamentales de l'ISO/TC 207. Cette norme – ISO 14064-1 – traite des principes et des exigences applicables, au niveau des organismes, pour la quantification et la déclaration des émissions et des suppressions des gaz à effet de serre.

Sensibilisation du public

Je voulais connaître leurs avis et mesurer les difficultés qu'ils rencontrent, non seulement pour l'élaboration de normes aussi complexes, mais aussi, de manière plus générale, savoir comment les normes peuvent aider à répondre aux préoccupations du public concernant les émissions cachées qui différencient deux produits par ailleurs identiques. Autrement dit, en quoi les normes peuvent aider à mettre en place des règles du jeu équitables, en « débanalisant » les biens et les services produits avec le moins d'impact possible.

J'ai commencé par rencontrer Thomas Gourdon, qui est l'un des nombreux experts de l'AFNOR (membre de l'ISO pour la France) à fournir son expertise technique au processus de normalisation. Doté de nombreuses années d'expérience dans l'élaboration de stratégies de management de l'énergie pour les autorités locales et le secteur privé, ce Français titulaire d'un master en management de projet, est depuis 2009 dans le monde de la normalisation en tant qu'expert national AFNOR sur le changement climatique. Après avoir passé sept ans dans le milieu des normes, il a pris le rôle difficile d'animateur de l'ISO/TC 207/SC 7/WG 4, le groupe de travail chargé de la quantification et la déclaration des émissions et des suppressions des gaz à effet de serre, au niveau des organismes.

Curieux de savoir comment, de son point de vue, les normes ISO peuvent aider à une prise de conscience du public et contribuer à lui permettre de prendre des décisions d'achat mieux informées, j'ai commencé par lui demander ce qui avait déclenché chez lui cet intérêt marqué pour les problématiques environnementales.

« C'était la dernière année de mes études d'ingénierie... il y a environ 15 ans. À l'époque, comme vous le savez, le public n'était pas très à l'écoute des questions environnementales. Je me souviens d'avoir assisté à des conférences sur des sujets beaucoup mieux compris aujourd'hui et d'avoir eu cette étincelle qui m'a fait dire : « C'est ça ! Voilà le domaine dans lequel je veux m'investir ».

De l'utilité d'un plan

La prise de conscience du public a entre-temps évolué... Pourquoi ? Pour M. Gourdon, « il est clair que l'Accord de Paris

a marqué un tournant. Tous les pays du système des Nations Unies doivent maintenant mettre au point une stratégie climat et prendre des mesures dans ce sens ».

S'il était important de conclure que la planète allait rapidement atteindre un point de non-retour, il l'était tout autant de comprendre que tout problème d'ampleur mondiale exige une réponse unifiée. Il était donc temps d'agir. Une fois le consensus obtenu entre les scientifiques et une fois le public sensibilisé à la question, le moment était venu d'obtenir le plein engagement des acteurs non étatiques que sont les entreprises, les investisseurs et les autorités locales. Pour M. Gourdon, à cet égard, l'Accord de Paris a véritablement « changé la donne ». Comme il l'explique, « les Nations Unies ont réellement ouvert la voie. En tant que nations individuelles, nous ne pouvons pas atteindre notre objectif. Il faut donc que tous les acteurs jouent le jeu ».

M. Gourdon a raison de souligner que l'Accord de Paris marque une importante avancée. Les travaux de recherche qui y ont présidé et les sessions consécutives de la Conférence des Parties (COP) ont permis d'établir un consensus plus que nécessaire sur ce qu'il importe de faire. Or, même lorsque l'on sait où l'on va, il y a forcément beaucoup de discussions quant à la meilleure façon d'y aller. C'est un processus indispensable, même s'il prend du temps, et il y a toujours des discussions animées sur la manière d'aborder les problèmes. Le point sur lequel tout le monde s'accorde, c'est que sans plan, nous sommes perdus.

Une base de discussion commune

Ma rencontre avec Sheila Leggett fut une révélation. Avec une belle carrière menée sur plusieurs plans – biologie, écologie, conseil pour l'industrie et législation environnementale – Mme Leggett vient d'accéder cette année à la présidence de l'ISO/TC 207. Elle a siégé, dans son pays, le Canada, au Natural Resources Conservation Board, puis au National Energy Board, et son expérience est si vaste et ses connaissances si précises que je ne suis pas sûr de pouvoir leur rendre pleinement justice ici. Pourtant deux points sont clairement ressortis de notre entretien. Le premier : s'il est plus que jamais nécessaire d'agir, nous avons des raisons d'espérer – en posant les bonnes questions et en prenant les mesures appropriées, nous pouvons limiter le changement climatique. Le deuxième : certaines des réponses seront peut-être à rechercher au-delà de la science.



Mme Leggett, qui milite activement en faveur du développement durable, reconnaît que, dans ce domaine, une solide base scientifique est un strict minimum. Comme elle me le confie, du reste, «une fois que les bases sont bonnes, on peut prendre en considération des points de vue plus nuancés». En ce qui concerne la carte de référence, c'est la famille ISO 14000 qui la fournit, et c'est l'une des raisons qui lui ont vraiment donné envie de s'engager dans les travaux en cours dans ce domaine. «Les Normes internationales servent de base de discussion commune» explique-t-elle. «On ne peut pas avancer le débat et aborder des sujets complexes si, chaque fois que l'on entre dans les détails, il faut revenir en arrière et commencer à remettre en cause nos hypothèses fondamentales.»

Un instrument de dialogue

Une Norme internationale ne saurait proposer des solutions valables pour absolument chaque type d'organisme, mais il est possible d'identifier les enjeux communs et de mettre au point une méthode pour gérer les impacts. Le savoir permet toujours d'éclairer la prise de décision, mais avec de bonnes bases en place, on peut prendre en compte des points de vue nuancés. Une

sensibilité de ce type était indispensable lorsque Mme Leggett assurait la présidence de la Commission d'examen conjoint sur le projet Enbridge Northern Gateway¹⁾.

Comme Mme Leggett le souligne, «le nord-ouest du Canada abrite des peuples autochtones qui vivaient là des siècles avant que nous y posions les pieds». Les solutions aux problèmes modernes de changement climatique et de pollution seraient-elles quelque part cachées dans la sagesse des anciens? Aucunement! «Il n'existe pas de réponse toute faite», reconnaît Mme Leggett, «mais lorsque vous parlez avec des personnes qui ont vécu sur ces terres et s'y sont attachées à un point que nous peinons à comprendre, elles peuvent nous apporter un éclairage que les sciences occidentales classiques ne peuvent fournir. Les savoirs ancestraux ont été oralement transmis de génération en génération et, de ce fait, la notion de temps est totalement différente.»

1) Le projet Enbridge Northern Gateway visait la construction et l'exploitation de deux pipelines et d'un terminal maritime. D'une longueur de 1 178 km, les pipelines devaient s'étendre de Bruderheim, en Alberta, à Kitimat, en Colombie-Britannique, où le terminal maritime serait aménagé.



L'approche de Mme Leggett, qui a participé en tant que membre du corps législatif à l'élaboration de normes nationales rigoureuses pour le secteur pétrolier et gazier, est rassurante et inattendue. Elle considère les Normes internationales comme un instrument de dialogue. Mieux encore, elle les voit comme un véhicule permettant d'intégrer les points de vue traditionnels sur les variations saisonnières ou les cycles à la protection d'un écosystème unique. L'enthousiasme de Mme Leggett et sa capacité à voir l'interconnexion des choses, des personnes, des processus et des paysages, me font penser à l'anthropologue Anna Lowenhaupt Tsing, qui évoque dans son livre *Le champignon de la fin du monde* des idées similaires de connexions inattendues dans les lieux les plus improbables.

Remettre le terrain à plat

Pour revenir à la question des différences cachées, j'ai demandé à Thomas Gourdon et à Sheila Leggett en quoi les normes peuvent aider à établir des règles du jeu équitables et à remettre le terrain à plat. Comment faire en sorte que les entreprises qui ont conscience de leurs impacts sur l'environnement – et agissent pour les limiter – ne soient pas injustement pénalisées?

«Il y a deux façons de le faire», fait valoir M. Gourdon, «la première, grâce à des lois qui découragent ou préviennent certaines pratiques. La taxe carbone constitue un exemple à cet égard.» Les entreprises doivent en effet payer pour polluer, ainsi le coût de leurs actions est répercuté sur les prix des produits et, en définitive, sur leur rentabilité.

«La deuxième, grâce à la prise de conscience des consommateurs» poursuit M. Gourdon. «En Europe, il existe déjà des systèmes d'étiquetage des biens de consommation qui indiquent clairement la performance du produit en termes de consommation.» Étant donné que les consommateurs tiennent de plus en plus compte de l'éco-performance dans leurs décisions d'achat, il est probable qu'un système similaire pourrait indiquer non seulement les impacts liés à l'utilisation du produit, mais ceux engendrés par sa production. Des Normes internationales pourraient alors constituer une base technique solide pour la mise en place de tels systèmes.

Une meilleure voie

L'établissement de règles équitables et la mise à plat du terrain représentent assurément un défi de taille. Avec tant de choses à régler, de la politique environnementale à des conditions de travail décentes, le chemin à parcourir est encore long avant que nous, les consommateurs, puissions être sûrs de bien comparer ce qui est comparable.

Il ne faut toutefois pas nous décourager et Sheila Leggett nous explique pourquoi: «Mon père, qui était ingénieur, voyageait à travers le monde pour travailler sur d'importants projets d'infrastructures. Dans ces travaux, les complications étaient innombrables, et il semblait souvent que le facteur humain était le problème qui causait les plus gros casse-têtes, au point de laisser penser que «sans le facteur humain, les choses seraient bien plus simples». J'ai consacré ma carrière à chercher à comprendre comment les hypothèses fondamentales et les points de vue éclairés d'un large éventail de personnes peuvent nous aider à prendre les meilleures décisions dans le contexte complexe du développement industriel, du bien-être humain et de la préservation de notre habitat mondial.» ■



Il est possible
d'identifier les enjeux
communs.



Construire des normes

pour le futur que nous voulons

par Clare Naden

En dépit des efforts de la communauté internationale, les phénomènes météorologiques extrêmes et les changements climatiques à évolution lente continuent de faire des ravages sur nos vies et nos moyens de subsistance. Cependant, des mesures d'adaptation nous aideront à nous préparer au pire. De nouvelles normes ISO viennent combler une lacune en proposant un cadre de niveau supérieur dont on avait grand besoin pour aider les organisations à faire face et à s'adapter.

Depuis le premier Sommet de la Terre qui s'est tenu à Rio en 1992, la course à l'atténuation des effets des changements climatiques est enclenchée. De sommet en sommet, les États du monde entier sont instamment encouragés à mettre en place des mesures pour limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES) et la hausse des températures de la planète. Programmes d'incitation à l'installation de panneaux solaires, barrages hydroélectriques, parcs éoliens, véhicules électriques et campagnes de recyclage sont autant de façons, parmi d'autres, de s'attaquer au problème. Et pourtant, d'après le rapport *The Emissions Gap Report 2017* publié par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, les émissions mondiales de GES continuent d'augmenter, quoiqu'à un rythme moins rapide ces dernières années.

Le prix à payer

Nous continuons tous de payer un lourd tribut, non seulement en nombre de morts et de blessés, victimes de phénomènes météorologiques extrêmes, mais aussi en termes financiers en

raison des récoltes perdues, des communautés détruites et des efforts massifs de reconstruction que cela suppose. À titre d'exemple, 2017 a été l'année la plus chère jamais enregistrée pour ce qui est des indemnités d'assurance versées en raison de catastrophes naturelles, avec la saison des ouragans la plus coûteuse qu'aient connue les États-Unis et des inondations dévastatrices en Asie du Sud.

Les phénomènes météorologiques exceptionnels, aggravés par les changements climatiques, et les effets de la combustion des énergies fossiles sur la santé, ont coûté à l'économie américaine au moins USD 240 milliards par an ces dix dernières années, selon le rapport *The Economic Case for Climate Action in the United States* publié par l'ONG Universal Ecological Fund, association à but non lucratif qui diffuse des données scientifiques destinées à l'étude des changements climatiques.

Au Royaume-Uni, des phénomènes hydrologiques extrêmes attribués aux changements climatiques, comme des sécheresses et des inondations, ont lourdement pesé tant sur les communautés que sur les entreprises.



Anglian Water, plus grande compagnie de distribution d'eau et de recyclage des eaux usées du Royaume-Uni, peut en témoigner. Selon Christopher Hayton, Responsable des relations publiques chez Anglian Water, « ces 40 dernières années, le nombre de sécheresses a largement dépassé toutes les prévisions, et les mesures de restriction d'eau drastiques qui ont été prises ont eu une incidence majeure sur nos clients ».

« Parallèlement, les inondations sont de plus en plus difficiles à prévoir, ce qui augmente les risques non seulement pour nos clients, mais aussi pour nos ressources vitales. Ces risques sont accentués par la croissance économique rapide et le développement soutenu du parc immobilier attendus dans les 25 prochaines années. »

Bien entendu, la question de la migration urbaine ne se pose pas qu'au Royaume-Uni ; c'est un problème mondial qui aura de fortes répercussions sur les ressources de la planète, lesquelles sont déjà soumises à de fortes pressions. S'ajoute à cela la croissance continue de la population mondiale, qui devrait atteindre 9,7 milliards d'ici à 2050 selon les estimations du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies. Il est donc peu probable que la pression exercée sur notre environnement retombe dans un proche avenir.

Prendre les mesures qui s'imposent

Il ne fait aucun doute que le monde doit mettre en place des mesures pour lutter contre les effets des intempéries. Une mesure importante est l'adaptation aux changements climatiques : agir dès maintenant pour prévenir ou réduire au minimum les dégâts dus aux catastrophes naturelles et ainsi sauver des vies et limiter les coûts.

Certains pays ont déjà mis en place des plans pour s'adapter aux changements climatiques, mais il faut aller plus loin, estime Zelina Zaiton Ibrahim, Vice-présidente du sous-comité SC 7, *Gestion des gaz à effet de serre et activités associées*, du comité technique ISO/TC 207, *Management environnemental*.

« Les études publiées l'an dernier montrent un lien direct entre les causes humaines du changement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes survenus récemment », explique-t-elle. « C'est pourquoi les mesures requises pour atténuer le changement climatique et celles prises pour s'y adapter doivent être mises en place de concert. Mesures d'atténuation et mesures d'adaptation sont les deux faces d'une même pièce. »

Lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2016 (COP22), un an après l'Accord de Paris, USD 100 milliards ont été promis chaque année jusqu'en 2020 pour aider les pays en développement – qui comptent parmi les plus touchés – à réduire leurs émissions et à s'adapter aux changements climatiques. Sur cette somme, USD 20 milliards seront consacrés aux mesures d'adaptation. Puis, à la COP23 en 2017, un certain nombre d'initiatives ont été lancées pour aider les pays à s'adapter aux réalités du changement climatique. L'une de ces initiatives contribuera à protéger

Les normes
amélioreront
beaucoup
les choses.

les populations des petits États insulaires en développement contre les effets du changement climatique sur la santé, tandis qu'une autre a pour but d'améliorer la résilience climatique des femmes de la région du Sahel, qui se situe entre le Sahara et la savane soudanaise.

De plus, les gouvernements et les autorités nationales mettent en place des plans nationaux d'adaptation, qui imposent souvent aux entreprises et aux industries de présenter périodiquement des rapports d'avancement. Ainsi, le Japon a lancé sa Stratégie d'adaptation au changement climatique en janvier 2017 pour contribuer à l'Accord de Paris, et de nombreux gouvernements locaux conçoivent leurs propres mesures d'adaptation dans le cadre de cette stratégie.

La préfecture de Hyogo, par exemple, située dans la région de Kansai, dont la capitale est Kobe, a défini son Plan pour la promotion des mesures contre le réchauffement climatique, lequel englobe les politiques nationales et prend en compte les objectifs, les jalons et le plan d'action de la Stratégie d'adaptation au changement climatique. Pour associer les habitants à ce processus, la préfecture organise des ateliers dont le but est d'évaluer l'impact réel du réchauffement climatique.

Selon Hiroshi Koshio, Directeur de la division Solutions contre le réchauffement climatique de la préfecture de Hyogo, « une meilleure compréhension des répercussions du réchauffement nous permet de mieux envisager les mesures d'adaptation que les personnes ou les communautés locales peuvent prendre. *In fine*, nous espérons que les résultats seront intégrés au futur plan d'adaptation ».

Améliorer la résilience

L'adaptation présente aussi un intérêt commercial, et John Dora de John Dora Consulting Limited a une vaste expérience dans ce domaine. Consultant auprès des pouvoirs publics, des organismes de réglementation, des opérateurs d'infrastructures et des prestataires de services dans le domaine de la résilience aux changements climatiques et météorologiques, M. Dora est aussi l'Animateur de l'un des groupes de travail de l'ISO/TC 207/SC 7, chargé d'élaborer des normes pour l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces changements.



« Le bouleversement de l'infrastructure d'une organisation par les conditions météorologiques extrêmes a des effets néfastes tant sur les revenus que sur la réputation », explique M. Dora. Il peut aussi avoir des répercussions sur le devoir de diligence de l'organisation. « Légalement, les responsables des organisations ont un devoir de diligence, et le changement climatique est désormais vu comme un risque qui peut causer des préjudices et qui est prévisible », ajoute-t-il. « Les directeurs devraient donc prendre en compte les effets du changement climatique sur leurs activités, faute de quoi ils pourraient être tenus responsables de pertes futures. »

Anglian Water, par exemple, considère que cela est essentiel. La compagnie a investi plus de cinq milliards de livres sterling ces cinq dernières années dans des programmes visant à renforcer la résilience et à créer de nouvelles infrastructures de croissance. « Nous procédons actuellement à la planification de la période 2020-2025 et nous prévoyons d'investir davantage encore dans des programmes essentiels de renforcement de notre résilience à ces problèmes », déclare M. Hayton. « Pour le dire simplement, si aucune mesure n'est prise pour atténuer les effets du changement climatique et s'y adapter, il sera impossible de répondre à la demande en eau », ajoute-t-il.

Être « adapté au changement climatique »

Pour M. Dora, la résilience est essentielle. Selon lui, pour être considérées comme résilientes et « adaptées au changement climatique », les organisations doivent intégrer la capacité d'adaptation dans toutes leurs fonctions. Elles doivent avoir une bonne compréhension de la manière dont les conditions météorologiques actuelles et futures peuvent les toucher, et mettre en place des stratégies opérationnelles et de management qui leur permettent de répondre aux défis climatiques qui se posent actuellement et se poseront plus tard.

« Les organisations doivent mettre en place des stratégies d'adaptation aux changements climatiques, de préférence avant que ces changements ne les atteignent », ajoute-t-il. « Et tout cela doit faire partie de la « routine », en tenant compte des coûts à engager de sorte que ces stratégies n'aient, en fin de compte, qu'une incidence marginale sur la performance financière. » Ce n'est pas une tâche aisée... Voilà pourquoi les normes peuvent nous aider.



Concrétiser une vision

Il est nécessaire d'avoir une vision stratégique et un cadre pour anticiper les changements climatiques et leurs effets et pour les intégrer, avec les mesures d'adaptation, dans les opérations et les stratégies de management de l'organisation. C'est précisément ce qui motive les travaux actuels de l'ISO sur une série de Normes internationales.

La future ISO 14090, concernant la mise en place d'un cadre pour l'adaptation aux changements climatiques, aidera les organisations de tout type à mettre en place une structure pour se préparer à l'évolution de la situation météorologique et mettre en œuvre des mesures d'adaptation.

Elle sera utile à toute organisation qui souhaite mieux comprendre les impacts et les risques liés à ces changements, ainsi que sa propre vulnérabilité, et lui permettra de renforcer sa résilience grâce à des mesures d'adaptation appropriées. Son complément, ISO 14091, qui traite de la vulnérabilité, des impacts et de l'évaluation des risques, et la spécification technique ISO/TS 14092 destinée aux pouvoirs publics locaux et aux collectivités sont également en cours d'élaboration.

Comblant la lacune

Pour M. Dora, ces normes combleront une lacune importante. « La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a élaboré les *Lignes directrices pour l'établissement de programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation* ainsi que les *Directives techniques pour le processus des plans nationaux d'adaptation à l'usage des pays les moins avancés* », indique-t-il. « Mais il manque un maillon à la chaîne, car, à l'échelon, par exemple, des organisations ou des collectivités, il n'existe pas de cadre d'adaptation de haut niveau pour soutenir ces lignes directrices. Les normes sont conçues pour aider tous les types d'organisation, quel que soit leur degré d'avancement dans l'élaboration d'un plan d'adaptation. »

Pour la préfecture de Hyogo, les normes amélioreront beaucoup les choses. « Les normes d'adaptation à venir devraient aider les autorités locales à contribuer à l'Accord de Paris et à mettre en œuvre des mesures d'adaptation efficaces », déclare M. Koshio.

Anglian Water espère aussi tirer profit de ces normes, bien que ses plans et programmes d'adaptation soient déjà bien en place. « Nous attendons avec intérêt la publication de ces normes », affirme M. Hayton, « et nous pensons que la normalisation internationale dans ce domaine sera un outil précieux qui aidera les organisations à anticiper les changements climatiques et à s'y adapter. » ■



Une mesure importante est l'adaptation aux changements climatiques.

ISO 50001 aide à améliorer
et actualiser notre
performance énergétique.

L'envol d'EcoServices *vers un ciel respectueux de l'environnement*

L'un des principaux défis de l'industrie aéronautique dans les années à venir sera de continuer à assurer des vols sûrs, fiables, efficaces et rentables tout en étant respectueux de l'environnement et en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Keith Root, Responsable Environnement, santé et sécurité chez EcoPower, explique comment les normes ISO – ISO 50001 et ISO 14064-3 – peuvent aider à relever ce défi.

Tout part au lavage. Et, malheureusement pour l'environnement, c'est exactement ce qui se produisait lors du lavage des réacteurs d'avions. Le nettoyage du compresseur entraînait un déversement d'eaux usées contenant des minéraux, des métaux, des huiles et d'autres substances polluantes au sol.

EcoServices est une entreprise qui contribue à changer la donne, non seulement en investissant dans de nouvelles technologies, mais aussi en agissant de manière coordonnée afin de mettre en œuvre de nouvelles procédures opérationnelles, comme l'explique Keith Root d'EcoPower.

Photo : EcoPower



ISOfocus : Alors que la liste des préoccupations liées aux changements climatiques continue de s'allonger, comment EcoServices parvient-elle à contrôler et à réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES)?

Keith Root : EcoServices est connue pour son service EcoPower, un système de lavage des réacteurs breveté, en circuit fermé, qui utilise une eau pure, désionisée, en pulvérisation pour un nettoyage optimal des moteurs. En garantissant qu'aucun produit chimique, déversement ou effluent provenant du lavage des moteurs ne s'échappe dans les eaux souterraines, EcoPower offre une alternative respectueuse de l'environnement et efficace sur le plan énergétique pour les opérateurs. EcoPower collecte également les eaux usées, les filtre et les réutilise pour le prochain lavage. Ce procédé est non seulement plus respectueux de l'environnement, mais permet également des intervalles de maintenance plus longs et une détérioration plus lente des turbines.

Une autre démarche notable visant à réduire les émissions de GES repose sur notre conformité volontaire (vérifiée par NSF International) à ISO 50001 sur le

management de l'énergie. Comme indiqué dans son domaine d'application, ISO 50001 nous aide à améliorer et actualiser notre performance énergétique en continu, et de manière systématique. L'exécution des services de nettoyage de réacteurs d'EcoServices demande peu d'énergie, mais la conformité à ISO 50001 permet de nous assurer que nous utilisons l'énergie le plus efficacement possible, et de contrôler ainsi nos émissions de GES.

Comment EcoServices procède-t-elle à la vérification des GES? La vérification d'un rapport GES est-elle conduite par une tierce partie indépendante ou par des auditeurs internes?

EcoServices est sur le point d'établir un partenariat avec NSF International pour vérifier ses émissions de GES. La NSF est un organisme de certification, une tierce partie indépendante et accréditée qui fournit des services d'essai et de certification des produits afin de vérifier qu'ils répondent aux normes de santé publique et de sécurité. Cet organisme mène ce type d'audits depuis plus de 70 ans, et revendique « une expertise technique inégalée en matière de GES ». Comme l'explique la NSF, « le programme climat

EcoPower offre une alternative respectueuse de l'environnement et efficace sur le plan énergétique pour les opérateurs.

de la NSF a été développé et est exécuté par des experts de l'industrie qui disposent des informations les plus exactes et les plus actuelles pour l'établissement des rapports de nos clients. Nous mettons à disposition un gestionnaire clientèle dédié pendant toute la durée du processus de vérification afin de permettre une communication prompte, accessible et appropriée. »

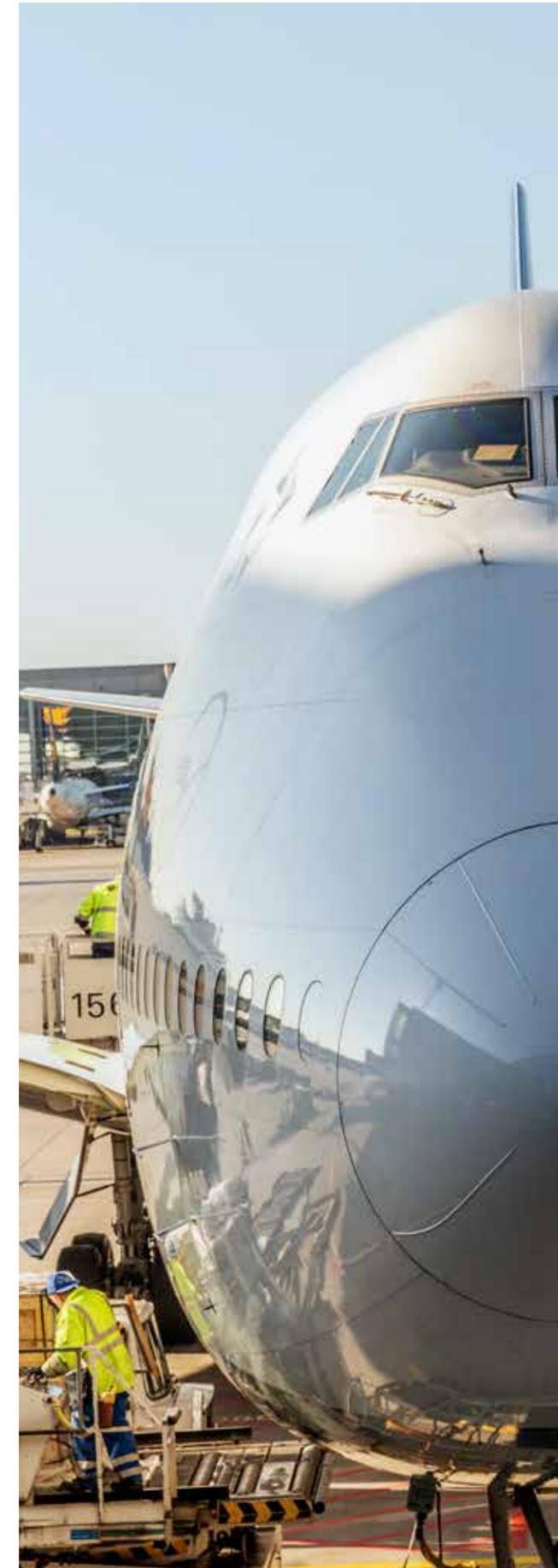
Comment ISO 14064-3¹⁾ permet-elle d'assurer que l'inventaire des émissions d'EcoServices est réalisé avec précision et de manière exhaustive?

La conformité à ISO 50001 garantit qu'EcoServices contrôle sa consommation énergétique pour une efficacité maximum ; et ISO 14064-3 est essentielle pour s'assurer que les données relatives à nos émissions de GES sont enregistrées, calculées et rapportées avec exactitude. EcoServices dispose d'un réseau mondial, et alors que la norme ISO 50001 met l'accent sur l'activité pour améliorer l'efficacité énergétique, les différentes parties d'ISO 14064 se concentrent sur les structures de rapport afin d'assurer la conformité et de répondre aux attentes de la communauté internationale des affaires.

Quelle valeur ajoutée ISO 14064-3 apporte-t-elle à EcoServices? Davantage de crédibilité auprès des parties prenantes, une plus grande confiance dans les inventaires, etc.? Souhaitez-vous ajouter quelque chose pour les entreprises qui envisagent d'utiliser ISO 14064-3?

La norme ISO 14064 représente les meilleures pratiques pour la réduction des émissions de GES, et définit les exigences applicables à la déclaration et à la vérification de ces émissions. Pour EcoServices, une vérification exhaustive et exacte des rapports sur les émissions de GES confère une certaine crédibilité auprès des parties prenantes. Grâce à un cadre et des outils convenus et respectés à l'échelon international, elle assure la compatibilité et apporte une reconnaissance dans le monde entier. ■

1) ISO 14064-3:2006, Gaz à effet de serre – Partie 3 : Spécifications et lignes directrices pour la validation et la vérification des déclarations des gaz à effet de serre, est actuellement en cours de révision.



Thaïlande : des mesures d'incitation pour un avenir sobre en carbone

Dans de nombreux pays, les mesures d'incitation fondées sur les normes tracent la voie à suivre pour lutter contre le changement climatique. La Thaïlande, qui agit efficacement pour limiter les émissions de carbone, nous montre l'exemple.

En l'espace de quelques décennies, la Thaïlande, qui a mis en œuvre d'importants efforts pour éradiquer la pauvreté et promouvoir la prospérité et le bien-être, s'est considérablement développée. Comme pour bon nombre de pays, la croissance de la Thaïlande s'est principalement appuyée sur l'importation de combustibles fossiles, dont il est avéré qu'ils sont en grande partie responsables des émissions de gaz à effet de serre (GES). Hausse des températures annuelles moyennes et du niveau des mers, vulnérabilité marquée aux sécheresses et aux inondations... le pays est déjà confronté aux conséquences du réchauffement climatique induit par un excès d'émissions anthropiques et qui laissent présager des phénomènes climatiques bien plus extrêmes encore.

Or une telle instabilité du climat pourrait avoir une incidence sur les perspectives de croissance et de bien-être à l'avenir. Conscient de cette réalité, le gouvernement thaïlandais s'est engagé en faveur du Programme de développement durable adopté par la communauté internationale, et notamment de l'Objectif 13 relatif à la lutte contre les changements climatiques. Il s'est ainsi donné pour mission de réduire de 20% les émissions de GES d'ici à 2030. Pour y

parvenir, les agences gouvernementales ont lancé un plan directeur inscrit dans la durée qui prévoit de réduire considérablement les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) dans un certain nombre de secteurs, tels que les transports, l'industrie, l'agriculture et l'énergie.

Une action concertée en faveur du climat repose sur un partenariat entre le secteur public, le secteur privé et la population. Tout comme les entreprises et les fabricants doivent trouver un équilibre entre vitalité économique et durabilité environnementale, les consommateurs doivent aussi être informés et disposer d'alternatives leur permettant de faire des choix de consommation responsables. Le secteur public se doit quant à lui de promouvoir ces alternatives par le biais de politiques stratégiques claires et cohérentes.

Nattapol Rangsitpol, Secrétaire général du Thai Industrial Standards Institute (TISI), le membre de l'ISO pour la Thaïlande, explique comment des programmes participatifs d'incitation fondés sur des normes – qui s'appuient de façon crédible sur les Normes internationales ISO – ont été déterminants pour mettre le pays sur la voie du développement durable.



Une action concertée en
faveur du climat repose
sur un partenariat
entre le secteur public,
le secteur privé et
la population.

Rendre l'industrie automobile plus verte

Le secteur des transports est à l'origine de 27% des émissions de GES en Thaïlande, un chiffre que le gouvernement thaïlandais entend faire évoluer en se fixant pour objectif de réduire les émissions de 23 millions de tonnes d'équivalent CO₂ (tCO₂e) d'ici à 2030. Les agences thaïlandaises en charge des questions relatives aux transports ont uni leurs efforts pour concevoir et mettre en œuvre des politiques et des programmes dans cette optique. Le ministère de l'Industrie a par exemple adopté un certain nombre de politiques industrielles visant à encourager une réduction des émissions de CO₂ en incitant les fabricants et les entreprises à s'orienter vers une mobilité durable. En 2005, le gouvernement thaïlandais a lancé la Politique ECO Car, un programme hautement incitatif à l'intention des constructeurs automobiles et coordonné par le ministère de l'Industrie, afin que ceux-ci s'engagent à fabriquer des véhicules de tourisme propres, efficaces et sûrs, répondant aux critères internationaux et respectant un seuil d'émissions imposé de 120 g de CO₂ par kilomètre parcouru. Tous les grands constructeurs automobiles ayant des usines de production en Thaïlande ont adhéré au programme et commencé à produire des véhicules écologiques destinés au marché intérieur et à l'exportation. Cette initiative a été renforcée en 2013 par le programme ECO Car 2 qui fixe des normes environnementales et industrielles encore plus strictes en abaissant ce seuil à 100 g/km au maximum.



Photo : TISI

Nattapol Rangsitpol, Secrétaire général du TISI.

Afin de placer la barre plus haut et d'intégrer tous les types de véhicules, le gouvernement a introduit en 2016 une nouvelle loi instaurant des droits d'accise sur les automobiles, basés sur les émissions de CO₂. Ce dispositif, qui remplace le système fiscal basé sur la puissance du moteur, prévoit une réduction des taxes sur les véhicules à faibles émissions de CO₂ et équipés de systèmes de sécurité efficaces. Parallèlement aux nouveaux droits d'accise, il a été demandé aux constructeurs automobiles d'apposer une vignette ECO sur les pare-brise afin de communiquer aux acheteurs potentiels des informations relatives à la consommation de carburant, à la norme d'émission et aux émissions de CO₂.

La vignette ECO est établie selon des normes fixées par le TISI, l'organisme national de normalisation de la Thaïlande, et qui s'appuient notamment sur les exigences de la Norme internationale ISO/IEC 17025¹⁾ relative à la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais. Cette vignette permet à l'ensemble des consommateurs d'avoir librement accès à des informations techniques normalisées, tout en offrant aux constructeurs automobiles un avantage sur le marché comme en termes d'image.

Des produits sans incidence sur le climat

Initié et mis en œuvre par la Thailand Greenhouse Gas Management Organization (TGO), le Programme d'étiquetage carbone participe également à la lutte contre le changement climatique en exploitant des mécanismes de marché qui incitent les gros pollueurs à réduire leurs émissions de GES. Actuellement, les différents étiquetages de l'empreinte carbone promus en Thaïlande incluent les labels CFP (Empreinte carbone des produits) et CFR (Réduction de l'empreinte carbone).

Le CFP prend en compte le volume d'émissions de GES de chaque unité de production au cours du cycle de vie complet d'un produit (approche dite « du berceau à la tombe »), tandis que le CFR met en avant une réduction effective de l'empreinte carbone d'un produit, comme requis par le Programme d'étiquetage carbone de la TGO. Les labels CFP et CFR, deux mesures efficaces pour contribuer à la lutte contre le changement climatique, permettent aux consommateurs d'identifier facilement, sur l'emballage des produits, les émissions imputables à leur cycle de vie, et offre aux entreprises une opportunité de promouvoir ces informations.

En parallèle, le Thai Industrial Standards Institute s'investit en élaborant les normes nécessaires pour amener les parties prenantes et les organismes d'évaluation de la conformité locaux à s'aligner sur les pratiques internationales. Le 59^e comité technique du TISI, spécialement désigné, a activement participé aux travaux de l'ISO/TC 207, *Management environnemental*, le comité technique de l'ISO en charge d'une série de normes

1) L'ISO/IEC 17025 a été élaborée conjointement par l'ISO et la Commission électrotechnique internationale (IEC).

sur l'empreinte carbone – un tremplin utile pour le système d'empreinte carbone thaïlandais.

Bien accueilli par l'industrie, le projet pilote de réduction de l'empreinte carbone des organisations (CFO) a été étendu aux autorités locales afin de les aider à quantifier leurs émissions de carbone et à mettre en œuvre des mesures de réduction au sein de leurs circonscriptions administratives. À ce titre, le projet visait à élaborer des lignes directrices spécifiques aux pouvoirs publics et tenant compte du contexte thaïlandais, à renforcer les capacités au niveau local pour la quantification de l'empreinte carbone et la gestion des gaz à effet de serre, et à établir des scénarios d'atténuation et de réduction axés sur les activités pertinentes au niveau des autorités locales.

Puis, en 2013, la TGO a lancé le Programme thaïlandais de compensation carbone (TCOP) dans le but d'encourager le secteur privé et l'industrie du pays à agir de manière responsable sur le plan sociétal en compensant les émissions au niveau des organismes par le biais d'un système de crédits carbone. Ce programme, qui repose uniquement sur le volontariat, a déjà permis de réduire de 63 191 tCO₂e les émissions de GES de différents produits, services, organismes et manifestations.

Un étiquetage synonyme de succès

Depuis le lancement du programme en 2015, plus de 5 000 vignettes ECO ont été approuvées pour des modèles de voitures et de camions. Les droits d'accise basés sur les émissions de CO₂ et la vignette ECO permettent à l'industrie automobile thaïlandaise de produire des véhicules non polluants, tout en incitant les acheteurs à « rouler vert ». Le programme a

notamment permis une réduction substantielle des émissions moyennes de CO₂ des voitures de tourisme et des pick-up sur le marché intérieur, lesquelles ont chuté de 28% et de 12%, respectivement.

L'efficacité du label CFP, comme celle de la vignette ECO, en tant qu'outil marketing pour démontrer l'engagement d'une entreprise à réduire les émissions de carbone, est avérée. Depuis le début du programme, 2 590 produits de 508 entreprises ont reçu le label CFP, et 411 organismes ont été inscrits au registre CFO pour avoir réduit leurs émissions de GES d'un volume total de 1 626 091 tCO₂e. Enfin, 324 produits de 64 entreprises ont obtenu le label CFR. Ces produits incluent notamment des carreaux de céramique, carreaux pour murs et sols, lave-vaisselle, textiles, ciment, sacs de riz, huiles alimentaires, et bien d'autres produits. Le projet CFO a aussi donné un coup de pouce aux « emplois verts » avec un nombre toujours plus important de consultants et de vérificateurs proposant des services d'évaluation de l'empreinte carbone.

En Thaïlande, les programmes incitatifs de réduction des émissions de carbone procurent de nombreux avantages à l'ensemble des parties prenantes. Les consommateurs sont mieux informés sur les produits, ce qui leur permet de prendre des décisions d'achat plus judicieuses sur le plan environnemental et de participer à la réduction des émissions de GES. Pour les fabricants et producteurs, ces labels sont un atout écologique pour la promotion des ventes qui leur permet d'améliorer leur image de marque tout en réduisant leurs coûts. La Thaïlande est parvenue de manière remarquable à limiter son empreinte carbone pour suivre la voie du développement durable et, en définitive, entamer une transition vers un avenir sobre en carbone. ■



100
ANSI
1918 - 2018

L'ANSI FÊTE SON 100^E ANNIVERSAIRE

L'American National Standards Institute (ANSI), membre de l'ISO pour les États-Unis, fête cette année cent ans d'activités de normalisation et d'évaluation de la conformité. L'ANSI, alors appelé American Engineering Standards Committee (AESC), a vu le jour le 19 octobre 1918. Cet organisme national impartial s'est donné pour mission de coordonner l'élaboration des normes aux États-Unis, d'approuver les normes consensuelles nationales, et d'exclure tout risque de confusion pour les utilisateurs quant à la notion d'acceptabilité.

Depuis lors, l'ANSI a dirigé et soutenu la communauté de la normalisation volontaire dans le cadre de travaux essentiels qui ont favorisé le progrès et établi des jalons décisifs aux USA, depuis le boom de la production industrielle d'après-guerre jusqu'à la vague d'innovations technologiques qui balaye aujourd'hui le pays.

« Un siècle durant, l'ANSI a joué un rôle central en soutenant la croissance et la promotion de la sécurité aux États-Unis, et continue d'améliorer la qualité de vie de millions de personnes », a déclaré S. Joe Bhatia, Président-Directeur général de l'ANSI. « C'est un honneur pour moi que de contribuer à cet héritage, alors que l'ANSI, ses effectifs et notre communauté de la normalisation, fortement axée sur la collaboration, continuent de diriger des travaux prometteurs pour jeter les bases d'avancées révolutionnaires et innovantes pour les générations futures. »

Plus d'informations sur le centenaire de l'ANSI à l'adresse www.ansi.org/100 et en suivant les échanges sur Twitter avec le hashtag #ANSIturms100.

INTERNATIONAL GENDER CHAMPIONS

Selon The Global Gender Gap Report 2017, les disparités entre les sexes perdurent. Ce rapport publié par le Forum économique mondial révèle qu'à l'échelon mondial, un écart moyen de 32 % reste encore à combler en termes d'égalité hommes-femmes.

À l'occasion de la Journée internationale des femmes, célébrée le 8 mars, l'ISO a adressé un signal fort avec l'engagement pris par son Secrétaire général de devenir un International Gender Champion, dans le cadre d'un réseau de dirigeantes et de dirigeants qui se mobilisent pour promouvoir la parité au sein des équipes dirigeantes. À l'ISO, nous sommes convaincus que les femmes apportent non seulement une contribution précieuse aux produits, aux services et aux systèmes qui font avancer notre société, mais qu'elles méritent aussi d'avoir voix au chapitre quant à leur développement. « Notre objectif est d'encourager une représentation égale des femmes dans la normalisation, de renforcer leur participation à l'élaboration des Normes internationales ISO et de rendre ces normes plus pertinentes pour les femmes du monde entier », a déclaré Sergio Mujica, Secrétaire général de l'ISO. « Au sein de la famille ISO, nous voulons promouvoir l'importance de la participation des femmes aux activités de l'ISO. »



Le lauréat du Standards Award, YBrs Dr Azmi Idris, SIRIM Berhad, reçoit le prix remis (de gauche à droite) par la Directrice générale de Standards Malaysia, Datuk Fadilah Baharin, le Président de l'ISO, John Walter, et Sergio Mujica, Secrétaire général de l'ISO.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ISO RENCONTRE LES MEMBRES

Alors que le Secrétariat central de l'ISO se prépare à accueillir la prochaine Assemblée générale de l'ISO, son Secrétaire général, Sergio Mujica, s'est rendu auprès de membres de l'Organisation – notamment le membre de l'ISO pour la Suisse (SNV) – afin de s'entretenir avec ses homologues pour faire de cet événement un succès. La manifestation, qui se tiendra en septembre 2018 à Genève, prévoit d'être accueillante, inclusive et innovante, tout en offrant aux membres de l'ISO des opportunités d'entretenir leurs réseaux, et de tirer pleinement profit de la présence, à Genève, de partenaires internationaux.

L'étape suivante de sa tournée l'a conduit à Vienne, auprès de notre membre pour l'Autriche (ASI), l'occasion pour Sergio de faire part de ses premières impressions sur l'Organisation et de ses aspirations pour l'avenir. Cette visite a été suivie de discussions avec des membres de pays voisins – UNI (Italie), PKN (Pologne) et UNMZ (République tchèque) – sur les



Sergio Mujica rencontre les Directeurs généraux de membres de l'ISO.

moyens d'améliorer la participation des pays industrialisés de petite taille et de taille moyenne au système de l'ISO. Sergio a ensuite rencontré un groupe composé des Directeurs généraux des membres de l'ISO pour le Danemark, l'Islande, les Pays-Bas, la Finlande, la Suède et la Norvège, pour examiner les questions de la vision des technologies de l'information et de la bonne gouvernance au sein de l'ISO.

Enfin, en février, Sergio s'est rendu au DIN, membre de l'ISO pour l'Allemagne, où un point a été fait sur le suivi de la Déclaration de Berlin, signée lors de l'Assemblée générale de 2017, qui porte notamment sur les activités de prospective visant à renforcer les réseaux des membres de l'ISO et l'engagement des jeunes experts dans la normalisation.

UN EXPERT EN NORMALISATION AU PALMARÈS FORBES DES MOINS DE 30 ANS

Forbes vient de publier son classement « 30 Under 30 Europe » qui distingue 300 jeunes talents dans des secteurs aussi divers que le divertissement, la finance ou la technologie. Le palmarès inclut, pour la première fois, un expert qui participe aux travaux du comité technique ISO/TC 204, *Systèmes intelligents de transport*.

Siddhartha Khastgir figure sur la liste Forbes de cette année qui met à l'honneur les personnalités de moins de 30 ans les plus brillantes et les plus à même de changer les règles du jeu. M. Khastgir est Ingénieur principal au WMG, Université de Warwick, où son travail porte principalement sur l'élaboration de normes pour les véhicules autonomes et de méthodologies d'essai pour les systèmes sans

conducteur. Il représente également le Royaume-Uni au sein du comité technique de l'ISO en charge de la normalisation dans le domaine des systèmes avancés d'assistance au conducteur et de conduite automatisée (ISO/TC 204/WG 14). Forbes consacre une année entière à sélectionner ces jeunes visionnaires, et ses enquêteurs ont examiné des milliers de candidatures et sondé des juges experts pour s'assurer que chacun des lauréats est un leader dans son secteur.



Photo: Siddhartha Khastgir

CÉLÉBRATION DE L'EXCELLENCE EN MALAISIE

Le ministre malaisien des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation, YB Datuk Seri Panglima Wilfred Madius Tangau, a ouvert la National Standards and Accreditation Awards Night à Kuala Lumpur, Malaisie, en février 2018. Organisée par le DSM, membre de l'ISO pour la Malaisie, cette manifestation annuelle a permis de célébrer l'excellence dans l'élaboration des normes et leur utilisation, et les activités d'accréditation connexes.

Dans son discours d'ouverture, le ministre a souligné l'importance des normes pour l'avenir de la Malaisie. « La combinaison normes, qualité, certification et accréditation a été identifiée comme l'un des éléments clés du 11^e Plan Malaisie (2016-2020) pour stimuler la croissance socio-économique du pays », a-t-il déclaré.

Pour la première fois cette année, cette manifestation a salué les travaux d'un certain nombre de partenaires stratégiques du DSM. « Ce soir, nous souhaitons exprimer notre reconnaissance à nos partenaires qui s'engagent dans une quête de qualité grâce aux normes et à l'accréditation », a expliqué Datuk Fadilah Baharin, Directrice générale de Standards Malaysia.

La manifestation a également permis de célébrer le succès de deux équipes scolaires malaisiennes aux Olympiades internationales de la normalisation, une compétition lancée par la KATS, membre de l'ISO pour la Corée, qui permet à des élèves du primaire et du secondaire de s'affronter en résolvant des problèmes de la vie réelle grâce aux normes, afin de sensibiliser ce groupe d'âge à la normalisation.



LA CHINE ACCUEILLE LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT DE L'ISO

Répondant à une invitation de la SAC, membre de l'ISO pour la Chine, Nicolas Fleury, Secrétaire général adjoint de l'ISO, s'est rendu en Chine en mars 2018 en vue de promouvoir la formation dans le domaine de la normalisation internationale dans les pays en développement.

Il s'est tout d'abord rendu à Beijing, où il a présenté un exposé approfondi de la politique de l'ISO en matière de droit d'auteur, l'ISO/POCOSA 2017, devant des représentants d'institutions et du milieu universitaire. La réforme de la normalisation s'accélérait en Chine, grâce à la révision récente de la Loi sur la normalisation, ce panorama complet a été perçu comme une excellente opportunité d'en apprendre davantage sur la normalisation internationale.

Durant son séjour, Nicolas a eu la chance de découvrir l'impressionnant Centre de formation à la normalisation internationale de Qingdao, en cours de construction, qui est appelé à devenir un centre mondial axé sur l'enseignement de la normalisation. À cette occasion, Nicolas a discuté du programme d'activités régionales et internationales de formation de l'ISO en 2018 ainsi que des propositions pour le Forum de Qingdao de 2019 sur la normalisation internationale (QFS).

Il a ensuite visité le Qingdao Demonstration Pilot for Social Governance and Public Services et le Qingdao Sanley Group, une entreprise spécialisée dans les équipements d'approvisionnement en eau dans les zones urbaines, afin de découvrir comment les normes sont utilisées.



Le secret pour libérer le potentiel de la finance verte

par Rick Gould

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) affirme que notre génération est la dernière à pouvoir lutter contre le changement climatique. Pour y parvenir, nous devons évoluer vers une économie cyclique, durable et sans carbone. Pourtant, débloquer les financements nécessaires pour un tel projet reste un défi majeur... jusqu'à présent tout du moins. Découvrez comment l'ISO, qui élabore actuellement plusieurs normes destinées à promouvoir, à favoriser et à soutenir une nouvelle économie durable, est en première ligne dans cette transition.



S'il fallait établir une liste des dix risques les plus importants sur le plan environnemental, alors l'épuisement des ressources, la pollution et le changement climatique figureraient en tête de celle-ci. Ces trois risques sont en réalité étroitement liés, tout comme les paramètres économiques et le management environnemental constituent aujourd'hui des composantes indissociables d'une économie durable. Ici, l'idée est à l'évidence de permettre à cette transition d'avoir lieu. Lors de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) tenue à Paris en 2015, plus de 400 investisseurs de premier plan représentant USD 24 000 milliards d'actifs ont appelé de leurs vœux un pacte mondial solide pour s'attaquer au changement climatique. Bien qu'un accord ait été trouvé à l'issue de la Conférence, son financement s'avère problématique du fait de l'ampleur des investissements nécessaires. Il impose aussi une certaine créativité quant à la manière de solliciter un marché obligataire de plusieurs milliers de milliards de dollars habituellement financé par des bailleurs de fonds réticents à prendre des risques.

L'ampleur de l'investissement est sans égal. Le PNUE a ainsi établi que d'ici à 2030, une bonne partie des infrastructures mondiales devront être repensées et remplacées dans le cadre de la transition vers la nouvelle économie. De surcroît, selon la New Climate Economy (NCE), projet phare de la Commission mondiale sur l'économie et le climat – une initiative internationale chargée d'examiner la manière dont les pays peuvent concilier croissance économique et risques associés au changement climatique –, cette révolution économique et environnementale nécessitera des financements de l'ordre de USD 90 000 milliards.

Pour le seul secteur de l'énergie, l'Agence internationale de l'énergie estime que la communauté mondiale devra injecter au moins USD 53 000 milliards d'ici 2035 pour prévenir les dangereux effets du changement climatique. Par ailleurs, sur le continent où l'Accord de Paris sur le changement climatique de 2015 a été signé, le Groupe d'experts de haut niveau (HLEG) sur la finance durable de la Commission européenne (CE) a calculé que la CE devra investir USD 180 milliards par an si elle entend réaliser les ambitions de l'Europe en matière de lutte contre le changement climatique.

Inciter et contraindre

Si des investissements ont déjà été réalisés, des problèmes significatifs sont apparus faute d'outils permettant d'évaluer les ressources naturelles et en l'absence d'une norme solide et universelle capable d'inciter les institutions financières, à défaut de les contraindre, à réduire leur exposition aux risques liés au changement climatique. Lors de la Conférence de Paris de 2015, les investisseurs ont par exemple invité les institutions financières à définir – et divulguer – ces risques. Pourtant, un rapport publié en début d'année par la société d'investissement Boston Common Asset Management, a révélé des lacunes dans ce domaine : sur les 59 plus grandes banques du monde, moins de la moitié d'entre elles parviennent à apprécier les risques liés au changement climatique, et bien plus de la moitié ne sont pas parvenues à limiter les financements qu'elles accordent au secteur du charbon.

Mais il existe aussi d'autres défis. Au cours de la dernière décennie, un nouveau type de produit d'investissement baptisé « obligation verte » a vu le jour. En termes simples, une obligation est un prêt en vertu duquel le prêteur reçoit un rendement fixe pendant une période limitée à l'issue de laquelle le prêt est remboursé dans sa totalité. Les obligations vertes fournissent des financements vitaux dans des domaines tels que les énergies renouvelables, les transports et les bâtiments sobres en carbone, l'efficacité énergétique, la réduction des déchets, le recyclage et l'économie circulaire, l'agriculture durable et l'adaptation au changement climatique. À première vue, les obligations vertes sont un produit gagnant-gagnant : les investisseurs gagnent de l'argent en finançant l'innovation pour un monde meilleur, tandis que les promoteurs bénéficient d'un financement vital pour des programmes et des projets environnementaux naissants.

Les débuts des obligations vertes

La Banque mondiale a inventé l'expression « obligation verte » en 2008 à l'occasion du lancement de son Cadre stratégique pour le développement et le changement climatique. Cette expression évoque un écolabel pour un nouveau type de prêts destinés à financer des projets et des programmes de développement durable. Depuis lors, le marché des obligations vertes s'est substantiellement étoffé et, selon la Climate Bonds Initiative, une organisation internationale qui s'emploie à mobiliser le marché obligataire pour financer des solutions de lutte contre le changement climatique, les institutions financières ont émis pour environ USD 155,5 milliards d'obligations vertes en 2017. Malgré ces efforts, les obligations vertes représentent pourtant moins d'un demi pourcent du marché obligataire mondial.

Comme pour nombre d'innovations, ces obligations ont suscité certaines controverses – notamment concernant l'obligation « étiquetée verte » dont le but visé était de financer des améliorations progressives de l'efficacité opérationnelle d'une raffinerie de pétrole. En outre, les définitions divergentes de ce qu'est une obligation verte et les nouveaux systèmes d'assurance ont été déroutants et dissuasifs. « La multiplicité des définitions quant aux obligations vertes a induit une certaine confusion chez les investisseurs qui se sont détournés de celles-ci », estime M. John Shideler, Président du Comité technique ISO/TC 207, *Management environnemental*, sous-comité SC 4, *Évaluation de la performance environnementale*, qui intervient activement dans le domaine de l'atténuation des effets du changement climatique depuis plus d'une douzaine d'années.



Pendant des
décennies, les normes
ont fourni les clés
pour provoquer des
changements positifs.



Les normes ISO
fourniront le cadre,
la structure et la force
nécessaires pour que
cela se produise.

« Les émetteurs ont pu choisir entre différents cadres pour étayer leurs allégations quant aux obligations vertes (Green Bond Principles, Climate Bonds Standard, ou encore les lignes directrices de la Banque populaire de Chine). On considère toutefois que l'absence d'uniformité des règles d'admissibilité et les différentes définitions du qualificatif « vert » ont restreint la croissance du secteur », déplore-t-il. Heureusement, une nouvelle famille de normes ISO, notamment ISO 14030, *Obligations vertes – Performance environnementale des projets et actifs désignés*, contribuera grandement à atténuer de tels problèmes.

Établir le cadre

Pendant des décennies, les normes ont fourni les clés pour provoquer des changements positifs, et établir la structure soutenant ces derniers. Le management environnemental illustre parfaitement ce propos. Par exemple, ISO 14001 sur les systèmes de management environnemental a été déterminante pour permettre à une entreprise agroalimentaire de recycler ses déchets. De nombreuses organisations ont de la même manière fait état d'économies annuelles considérables au niveau de leur facture énergétique grâce aux systèmes de management de l'énergie ISO 50001. En outre, ces investissements ont généralement été rentabilisés en moins d'un an.

En s'appuyant sur ces succès, l'ISO élabore la prochaine génération de normes de management environnemental, qui sera explicitement axée sur la durabilité et, en particulier, sur l'intégration des paramètres économiques et du management environnemental. L'évaluation des ressources naturelles et l'analyse des coûts-bénéfices pour l'environnement sont ainsi deux étapes importantes, tant au plan stratégique que tactique, des programmes de développement durable.

Dans cet esprit, ISO 14007 permettra aux organisations de déterminer et de déclarer les coûts et les bénéfices associés aux aspects environnementaux, ainsi que leur impact sur les ressources naturelles et leur dépendance vis-à-vis de celles-ci. Parallèlement, ISO 14008 décrit un ensemble d'outils permettant de déterminer les valeurs monétaires des impacts environnementaux. « On observe une tendance croissante à l'évaluation du capital naturel, ainsi que le besoin de réaliser une évaluation monétaire des aspects et des impacts environnementaux d'un organisme », explique Martin Baxter, Président du sous-comité SC 1, *Systèmes de management environnemental*, de l'ISO/TC 207. « Il est par conséquent important de disposer d'un ensemble de méthodes normalisées et harmonisées. »

Si M. Baxter considère que les deux normes ont un rôle à jouer pour faire face aux risques liés au changement climatique, il faut, pour s'y attaquer, disposer de financements pour l'adaptation, la résilience et la transition vers une économie durable et sobre en carbone. C'est à ce stade que deux autres normes – ISO 14097 pour l'évaluation et la déclaration des activités de financement et d'investissement au regard du changement climatique, et ISO 14030, relative aux obligations vertes – joueront un rôle essentiel.

Les normes entrent en jeu

Un an après la Conférence de Paris de 2015, la France a adopté la première loi au monde qui s'attaque à la question du risque associé au changement climatique et à la communication d'informations relatives au climat. « L'Article 173 de la Loi de transition énergétique française impose aux investisseurs institutionnels de fournir des informations sur la manière dont ils traitent les risques associés au changement climatique », explique Stanislas Dupré, Animateur du groupe de travail chargé de l'élaboration d'ISO 14097, une norme sur l'évaluation et la déclaration des risques liés au changement climatique, et sur l'impact des activités des institutions financières au regard du changement climatique.

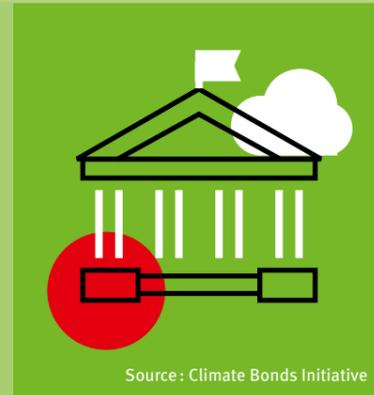
Il existe des normes diverses et fragmentées sur le sujet, d'où la nécessité urgente d'une norme harmonisée, unificatrice et internationale. ISO 14097 répondra à cet objectif. « Nous avons de toute évidence besoin de lignes directrices techniques et d'un cadre normalisé, décrivant comment les institutions financières, les banques, les investisseurs et les gérants d'actifs peuvent évaluer les risques associés au changement climatique, et déclarer ces derniers », ajoute M. Dupré.

Parallèlement, ISO 14030 établira une crédibilité et une uniformité équivalentes pour assurer les obligations vertes. Il apparaissait clairement en 2015 qu'une norme unificatrice était nécessaire pour les obligations vertes afin de consolider les bases initiales fournies par les Green Bond Principles, le Climate Bond Standard et le grand nombre de taxonomies existantes pour les obligations vertes. Une telle norme permettrait ainsi d'éliminer le risque de multiplier les normes régionales et de fracturer un marché susceptible de changer la donne. « Il s'agira de la première Norme internationale pour les obligations vertes », explique M. Shideler.

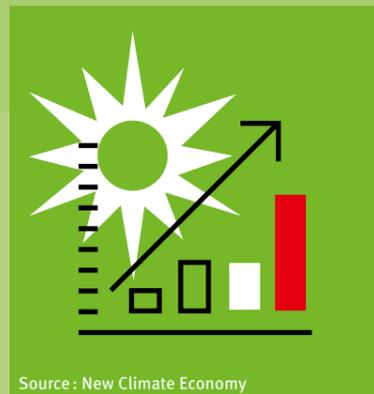


LE MARCHÉ DES OBLIGATIONS VERTES

► Plus de 400 investisseurs de premier plan représentant **USD 24 000 milliards** d'actifs ont appelé de leurs vœux un pacte mondial solide pour s'attaquer au changement climatique lors de la COP21.



► Les institutions financières ont émis pour environ **USD 155,5 milliards** d'obligations vertes en 2017.



► Cette révolution économique et environnementale nécessitera des financements de l'ordre de **USD 90 000 milliards**.



► La communauté mondiale devra injecter au moins **USD 53 000 milliards** dans le secteur de l'énergie d'ici 2035 pour prévenir les dangereux effets du changement climatique.

► La Commission européenne devra investir **USD 180 milliards** par an si elle entend réaliser les ambitions de l'Europe en matière de lutte contre le changement climatique.



Dès lors, comment ISO 14030 prendra-t-elle en compte les normes existantes ? L'atout maître de l'ISO réside dans l'harmonisation des normes existantes. Ainsi, ISO 14030 s'appuiera sur les Green Bond Principles et le Climate Bond Standard de la Climate Bond Initiative, fondée sur ces principes. Le groupe de travail des experts qui élaborent la norme étudie aussi la taxonomie des obligations vertes élaborée dans le cadre d'une initiative conjointe du Comité de la finance verte de la Société chinoise pour la finance et la banque et de la Banque européenne d'investissement. Ces ressources, combinées à de nombreuses autres, fournissent des documents de base pour ISO 14030. Dans le même temps, le Groupe d'experts de haut niveau (HLEG) européen sur la finance durable a recommandé à la Commission européenne d'établir une norme pour les obligations vertes émises au sein de l'UE. « Les recommandations du HLEG cadrent bien avec le domaine d'application et l'approche proposés pour ISO 14030, et le nouveau groupe de travail chargé de son élaboration compte des experts du HLEG et des experts ayant une certaine expérience de l'élaboration et de l'utilisation de normes existantes », observe M. Shideler.

Avantages à tous les niveaux

Comment toutes ces normes se conjugueront-elles pour lutter contre le changement climatique ? Pour dire les choses simplement, elles permettront aux décideurs de faire des choix éclairés et plus susceptibles d'être durables au plan économique et environnemental. « ISO 14008 s'adresse à tout type d'organisme, quelle que soit sa taille, en ceci qu'elle fournit une approche normalisée pour une évaluation du capital naturel. ISO 14007 est quant à elle destinée à être utilisée au niveau organisationnel. Par conséquent, les deux normes se compléteront », explique M. Baxter.

Quels seront les bénéfices d'ISO 14097 ? « Elle devrait en présenter trois », explique M. Dupré. « Premièrement, elle guidera ceux qui investissent et gèrent des financements pour évaluer les risques liés au changement climatique. Deuxièmement, elle aidera à dynamiser la transition vers une économie sobre en carbone en réduisant l'exposition aux risques associés au changement climatique. Troisièmement, ISO 14097 offrira les avantages de la normalisation. En d'autres termes, un cadre unificateur qui fournit une base pour l'évaluation, la vérification et la comparabilité », conclut-il. ISO 14097 devrait être publiée en 2020.

ISO 14030 présentera aussi trois avantages majeurs, poursuit M. Shideler : « Premièrement, la norme dissipera toute confusion quant à ce qui constitue une obligation verte. Deuxièmement, elle fournira une taxonomie des actifs et projets susceptibles d'être financés par des obligations vertes, et troisièmement, elle fournira l'assurance que les obligations vertes émises conformément à ses lignes directrices généreront des avantages environnementaux, gage de confiance pour les investisseurs. » Si tout se passe bien, ISO 14030 sera publiée en 2019.

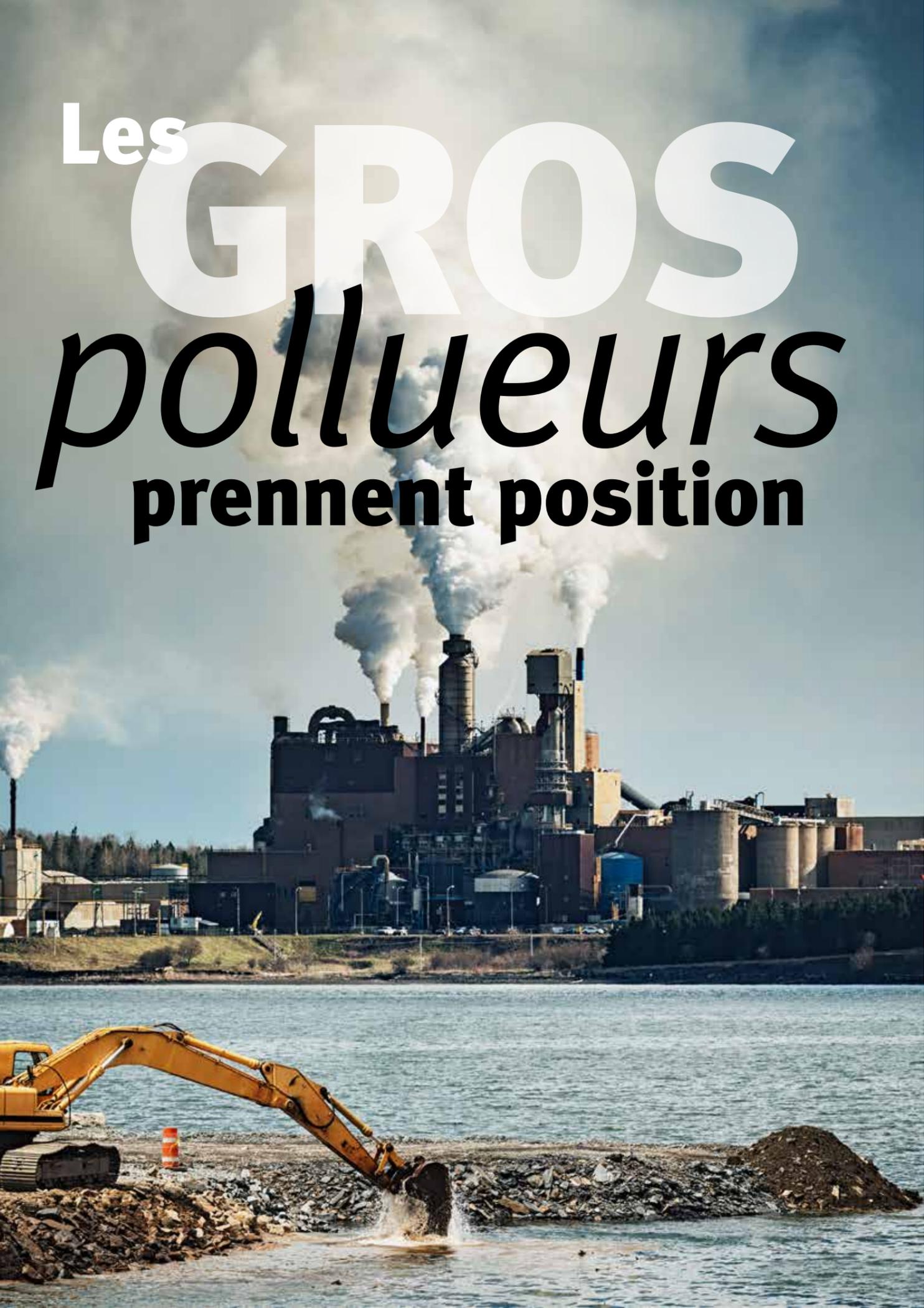
Pour résumer, si les économies et les échanges commerciaux constituent le fondement des civilisations, alors l'intégration des paramètres économiques et du management environnemental est essentielle si nous voulons adopter un mode de vie durable. Cette transition exige un changement de paradigme dans la manière dont nous évaluons les ressources et utilisons des méthodes de comptabilisation des coûts environnementaux. Et si le financement environnemental est la clé pour mobiliser les capitaux nécessaires pour permettre cette transition, alors les normes ISO fourniront, grâce à l'harmonisation et à l'assurance qu'elles confèrent, le cadre, la structure et la force nécessaires pour que cela se produise. ■

Vue d'ensemble

Quatre normes sont en préparation pour l'intégration des paramètres économiques et du management environnemental :

- **ISO 14007**, *Management environnemental – Détermination des coûts et des bénéfices environnementaux – Lignes directrices*
- **ISO 14008**, *Évaluation monétaire des impacts environnementaux et des aspects environnementaux associés*
- **ISO 14030**, *Obligations vertes – Performance environnementale des projets et actifs désignés*
- **ISO 14097**, *Cadre et principes pour l'évaluation et la déclaration des activités de financement et d'investissement au regard du changement climatique*

Les **GROS** *pollueurs* prennent position



par Maria Lazarte

La lutte contre le changement climatique trouve des alliés inattendus parmi les industries les plus polluantes. Pourquoi ont-elles décidé de prendre position et comment contribuent-elles à rendre l'atmosphère plus propre ?

Nos sociétés en ont besoin : aluminium, fer et acier, ciment et autres industries à forte intensité énergétique sont des composantes essentielles de l'infrastructure de nos villes et de nos mégapoles. Mais la fabrication de ces produits demande beaucoup d'énergie, car pour chauffer et transformer les matières premières, de hautes températures sont nécessaires. Les émissions de gaz à effet de serre (GES) qui résultent de ce processus représentent une part importante des émissions de sources fixes dans le monde.

Certains des acteurs clés du secteur ne veulent plus être considérés comme de gros pollueurs. « Il y a une prise de conscience de l'importance du changement climatique. C'est en train de se produire ; nous devons agir maintenant ; demain, il sera trop tard », déclare Volker Hoenig, Directeur général de l'association allemande du ciment VDZ, qui dirige un institut de recherche sur le ciment en Allemagne et s'adresse à l'ensemble des acteurs de cette industrie dans le monde. « L'avantage est que ces émissions proviennent de sources fixes, autrement dit elles sont concentrées en un seul endroit. Le processus est donc fixe et prévisible, ce qui facilite son suivi et son contrôle. »

L'élaboration d'une nouvelle série de normes ISO spécifiques à un secteur industriel pour mesurer les émissions de GES pourrait faire bouger les choses. M. Hoenig nous parle de ce projet : « Il était temps que l'industrie prenne ses responsabilités. L'initiative est venue des fabricants eux-mêmes. Rapidement, les différents concurrents ont décidé de rechercher un consensus et de prendre des décisions qui auraient une incidence sur leur avenir. Ainsi, des représentants des industries sidérurgique, du ciment, de l'aluminium, de la chaux et des ferro-alliages ont travaillé ensemble dans un même élan. »

Des solutions concrètes

La fabrication du ciment est l'un des processus les plus gourmands en énergie dans le monde. Ce produit reste pourtant irremplaçable pour relier entre elles des structures de béton. « C'est pourquoi VDZ a été un moteur essentiel du projet de normalisation de la surveillance et de la déclaration des émissions de GES », affirme M. Hoenig. VDZ a déjà participé à des activités de normalisation, essentiellement en lien avec la qualité des produits. Mais il y a 15 ans environ, l'association a commencé à s'intéresser à la surveillance et à la déclaration des émissions de GES, à la suite de l'introduction du système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne et du Protocole « dioxyde de carbone et énergie » élaboré par l'Initiative ciment pour le développement durable (CSI) lancée par le WBCSD¹⁾. Ce protocole est aujourd'hui utilisé par près d'un millier de cimenteries à travers le monde.

« La normalisation de la surveillance et de la déclaration des émissions de GES pour les industries à forte intensité énergétique a d'abord pris la forme d'une initiative européenne, à laquelle VDZ a été associée dès le début », poursuit M. Hoenig. Après ces premiers travaux, le secteur s'est tourné vers l'ISO afin d'élargir la portée de cette action. « Le changement climatique est un problème mondial qui appelle des solutions à l'échelle de la planète. Il était parfaitement logique de s'adresser à l'ISO », ajoute-t-il. « Les Normes internationales permettent de fixer des conditions équitables pour tous, partout dans le monde. C'est important pour l'économie et pour la durabilité. »

1) Le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD) est une organisation mondiale pilotée par les PDG de plus de 200 entreprises de premier plan qui travaillent ensemble pour accélérer la transition vers un monde durable.



Ce qui est remarquable dans ce projet, c'est la volonté affichée par les leaders du secteur de faire partie de la solution. « Vous acceptez une réalité », explique M. Hoenig, « vous êtes un gros pollueur, mais vous pouvez faire bouger les choses. »

Les travaux sont en cours et le résultat sera publié sous la forme d'une série de normes spécifiques à un secteur industriel, sous la dénomination « ISO 19694 ». Cette série de normes sera constituée d'un document générique et de plusieurs parties spécifiques aux différents secteurs. « À ce jour, nous avons consacré des parties aux industries sidérurgique, du ciment, de l'aluminium, de la chaux et des ferro-alliages, et deux autres parties sont prévues sur les semi-conducteurs et les écrans », explique M. Hoenig. « Ces normes ISO fourniront des méthodologies précises et récentes, qui refléteront les meilleures pratiques actuelles. Et comme elles ont une portée internationale, les entreprises du monde entier en bénéficieront. Le processus ISO garantit en outre que les normes seront régulièrement révisées et actualisées, afin que nous disposions toujours des informations les plus récentes. »

Une tonne pour une tonne

Une norme pour la surveillance et la déclaration n'est certes pas révolutionnaire, mais sans elle, nous ne disposerions pas de données exactes et comparables sur les émissions produites par certains des plus gros pollueurs de la planète. « Aujourd'hui encore, chaque industrie mesure ses émissions en appliquant des méthodologies différentes. Il est donc difficile de savoir précisément comment une entreprise se comporte par rapport aux autres », explique Marcel Koeleman, Président du sous-comité ISO/TC 146/SC 1, qui est chargé d'élaborer des normes sur la qualité de l'air en lien avec les émissions de sources fixes.

Cela pose problème pour diverses raisons. Premièrement, les industriels peuvent avoir une vision biaisée de leur propre impact. « Il se peut que vous vous comportiez mieux ou moins bien que vous ne le pensiez, mais vous ne pouvez en être sûr que si tout le monde utilise la même méthode que vous », explique M. Koeleman. « Ce n'est pas une tâche aisée. Certaines entreprises réaliseront qu'elles ne sont pas aussi efficaces qu'elles le pensaient, mais c'est une étape nécessaire si nous voulons que les choses changent. »

Deuxièmement, si les méthodes de mesure ne sont pas harmonisées, il est difficile pour les organismes de surveillance comme le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) d'avoir une idée précise de l'incidence réelle de ces industries. Il est donc plus difficile de se coordonner pour proposer une réponse adéquate. Les pays et les entreprises pourraient utiliser une méthodologie normalisée, les premiers pour déclarer leurs émissions industrielles et les seconds pour effectuer une évaluation comparative interne (ou externe), ce qui aiderait les organismes comme le GIEC à mettre en œuvre et à améliorer leurs activités de surveillance. Et troisièmement, il sera très difficile, sans des méthodes de mesure comparables, d'identifier les meilleures pratiques, ce qui est essentiel si l'on veut prendre des mesures pleinement pertinentes en matière de changement climatique.

« Les normes à venir sont donc une composante essentielle d'une réponse plus large », affirme M. Koeleman. « Pour la première fois, les émissions des industries à forte intensité énergétique seront comparables, pas seulement de pays à pays, mais aussi d'un secteur à l'autre.

Ces normes constituent donc
une première étape cruciale
vers une industrie plus
contrôlée et plus propre.



Il sera possible d'évaluer les usines du monde entier au moyen d'une méthodologie commune. Une tonne de CO₂ émise par une installation industrielle de l'un quelconque de ces secteurs sera égale à une tonne de CO₂ où que ce soit dans le monde. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, en raison des différences qui existent dans les méthodes de déclaration. »

Ces normes constituent donc une première étape cruciale vers une industrie plus contrôlée et plus propre. Par exemple, des pays, voire des entreprises, pourraient se mettre d'accord sur des projets destinés à réduire les émissions de GES grâce à cette nouvelle méthodologie harmonisée de suivi des résultats. En outre, ces normes faciliteront l'élaboration de politiques de management environnemental plus précises. Par conséquent, par ses effets, ISO 19694 est bien plus qu'un document technique : elle permet une contribution plus large de la société à la lutte contre le changement climatique.

« Il n'est pas toujours acquis que le secteur industriel relève le défi de bon gré. Et c'est ce qui m'a le plus impressionné dans mon rôle de Président du comité. Nous savions tous qu'il y avait des conséquences économiques et qu'il fallait prendre en compte différents intérêts, mais lorsque j'ai demandé aux représentants autour de la table s'ils étaient toujours favorables à l'élaboration de ces normes, tous ont répondu affirmativement. »

Reste une dernière question. L'ISO dispose déjà d'un ensemble de normes environnementales, parmi lesquelles des normes pour la quantification et la surveillance des émissions de GES. Pourquoi donc ces nouvelles normes sont-elles nécessaires ? Pour

M. Koeleman, le bénéfice est évident. La contribution des industries à forte intensité d'énergie aux émissions de GES est importante. Les recommandations ciblées qui prennent en compte les spécificités des différents processus industriels sont plus adaptées et plus précises, ce qui a pour effet de renforcer considérablement leur adoption et leur utilisation. « Le fait d'élaborer ces normes au sein de l'ISO permet non seulement de bénéficier de l'expérience de l'Organisation en matière de normalisation et de sa portée internationale, mais aussi de s'aligner sur les meilleures pratiques développées par le comité ISO/TC 207 dans le domaine du management environnemental. Il s'agit finalement d'un apprentissage mutuel. »

L'élaboration de la série ISO 19694 est bien avancée. Outre les représentants de l'industrie, le comité associe également à ses travaux sur ces normes des spécialistes de l'environnement, des scientifiques et des chercheurs. « Mais d'autres experts sont les bienvenus », déclare M. Koeleman avec enthousiasme. « Si vous travaillez dans une industrie à forte intensité énergétique et si vous souhaitez que votre organisation ait son mot à dire et joue un rôle de premier plan dans l'élaboration de ces règles, alors rejoignez-nous ! Contactez tout simplement le membre de l'ISO dans votre pays et demandez à participer aux travaux de notre comité. La représentation sera plus large et nos travaux s'en trouveront renforcés. » M. Koeleman encourage tout particulièrement les membres des économies émergentes. « L'un des avantages de l'ISO est que le consensus ne se limite pas à la salle de réunion ; l'objectif est de dégager un consensus à l'échelle mondiale. » ■

